



Alliance
internationale
francophone
pour l'égalité
et les diversités

CONFÉRENCE INTERNATIONALE ET
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE | GENÈVE 2020

Vivre l'égalité et les diversités dans la francophonie

CULTURE, SANTÉ, SÉCURITÉ



Table des matières

Contexte	3
Les enjeux de la diversité LGBTQI+ dans la francophonie : discriminations et ressources	3
Une première conférence internationale sur la diversité sexuelle et de genre dans la francophonie – Montréal, août 2017	4
La création d'Égides – Alliance francophone pour l'Égalité et les Diversités : mise en place dès juin 2018.....	4
Les objectifs d'Égides.....	5
L'Assemblée fondatrice d'Égides et sa Conférence internationale francophone : Genève 2020	8
Genève, ville hôte du 1 ^{er} au 4 juillet 2020	8
Les objectifs et les axes principaux	8
Trois formats d'activités.....	9
1. Conférences et tables-rondes.....	9
2. Ateliers.....	9
3. Faire réseau et s'outiller	10
Trois thématiques	10
1. Vivre en réseau : les liens culturels et stratégiques dans la francophonie.....	10
2. Vivre en sécurité : la sécurité et la protection des personnes lgbtqi dans l'espace francophone	11
3. Vivre en santé : le bien-être et l'accès à la santé pour les personnes LGBTQI dans les régions francophones.....	12
Autres activités au programme	12
Mieux connaître les mécanismes du plaidoyer international à Genève ...	12
Visites des organisations locales et internationales.....	15
Partie statutaire et élection du nouveau Conseil d'Administration	16
Programme culturel et volet festif.....	16

Contexte

Les enjeux de la diversité LGBTQI+ dans la francophonie : discriminations et ressources

Plusieurs analyses et recherches ont permis de constater que, à l'échelle internationale, les réseaux de l'espace francophone des personnes LGBTQI¹ – qu'elles soient discriminées en raison de leur orientation sexuelle et sentimentale, de leurs expression et identité de genre, ou encore de leurs caractéristiques sexuelles – souffrent depuis longtemps d'isolement, davantage que dans les espaces anglophones (pour ne citer que ceux-ci), en plus de disposer d'un accès limité aux ressources et de souffrir en silence, sans disposer d'une véritable voix qui puisse porter leurs revendications.

Sur près de cinquante pays et territoires où la langue française est largement pratiquée par la société, pas moins de quatorze criminalisent encore à ce jour les relations sexuelles entre personnes de même sexe, peu reconnaissent le droit d'une personne trans de vivre en cohérence avec l'identité ou l'expression de genre qui lui sont propres et aucun d'entre eux n'interdit les mutilations physiques sur les enfants intersexes.

Les organisations de la société civile francophone manquent cruellement des ressources nécessaires pour défendre les personnes et les communautés LGBTQI de leurs pays contre les discriminations et les sévices dont celles-ci sont victimes au quotidien. Une analyse du rapport de Global Philanthropy Project – qui, tous les deux ans, compile l'ensemble des dons et des contributions accordées par tous les bailleurs de fonds internationaux des enjeux LGBTQI – révèle qu'en 2015-2016, moins de 0,5 % des fonds disponibles ont été investis dans l'espace francophone international.²

¹ LGBTQI : personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, trans*, queers et intersexes.

² http://lgbtfunders.org/wp-content/uploads/2018/04/2015-2016_Global_Resources_Report.pdf

Une première conférence internationale sur la diversité sexuelle et de genre dans la francophonie – Montréal, août 2017

En août 2017, Fierté Montréal accueille la toute première conférence internationale sur les enjeux LGBTQI jamais organisée dans la francophonie : *Égalité et légalité – conférence internationale sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres dans la francophonie*. Cette conférence, soutenue par le gouvernement du Québec, réunit quelque 225 participant•e•s de plus de vingt pays. Elle met en relief les problématiques évoquées ci-haut et recommande au gouvernement du Québec de soutenir la création d'un réseau LGBTQI international pour l'espace francophone.

La création d'Égides – Alliance francophone pour l'Égalité et les Diversités : mise en place dès juin 2018

Le 11 juin 2018, le gouvernement du Québec annonce l'octroi de quatre millions de dollars canadiens, une subvention échelonnée sur une période de cinq ans, en vue de soutenir la création et le fonctionnement d'un nouveau réseau LGBTQI international dans l'espace francophone ; Montréal International est ainsi mandatée pour la mise en place de ce projet. Mme Christine St-Pierre, alors ministre des Relations internationales et de la francophonie, déclare : « Sur la scène internationale, le Québec est actif et agit en solidarité auprès des femmes et des populations défavorisées. La création de ce réseau vient renforcer cette action et contribuera à sortir de l'isolement des personnes vulnérables et discriminées sur la base de leur orientation sexuelle ou de leur identité ou expression de genre. ».

À partir de l'été 2018 et pendant une année, Montréal International rencontre et consulte plus de 250 organisations LGBTQI, gouvernements, organisations internationales non gouvernementales (OING) et organisations multilatérales, ainsi que 1 200 personnes à travers le monde, afin d'étudier la faisabilité d'un projet d'une telle envergure et de l'instaurer.

Le 16 mai 2019, à Montréal, Mme Nadine Girault, ayant succédé à Mme St-Pierre au poste de ministre québécoise des Relations internationales et de la Francophonie, en présence de M. Hubert Bolduc, Président-Directeur Général de Montréal International, annonce le lancement d'une nouvelle organisation internationale : Égides – l'Alliance internationale francophone pour l'Égalité et les Diversités, qui agira en faveur des personnes LGBTQI dans l'espace francophone

international : « Je suis heureuse de participer au lancement d'Égides [...], un organisme qui coordonnera l'action pour la défense des droits des personnes LGBTQI. Je souhaite également réitérer l'appui du gouvernement à l'avancement des droits des personnes LGBTQI et à l'importance de faire la promotion des principes fondamentaux que le Québec souhaite défendre dans le monde, dont l'égalité de tous les citoyens et citoyennes », déclare la ministre Girault à cette occasion.

Le nom dont se dote ce nouvel organisme est parlant à plus d'un titre : dans la mythologie grecque, l'égide est le bouclier de Zeus et d'Athéna et constitue le symbole de la puissance souveraine, qui défend et protège. Mise au pluriel, Égides se veut une organisation qui reflète la grande diversité des communautés LGBTQI aux quatre coins du monde.

Cet organisme est incorporé en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*. Le premier conseil d'administration d'Égides est constitué à la suite d'un appel à candidatures international qui reçoit près de soixante dossiers présentant des compétences et des expériences d'une grande variété. Un comité sélectionne dix-sept membres avec le souci primordial de refléter la riche diversité des communautés LGBTQI à travers l'espace francophone, tout en faisant en sorte que les profils sélectionnés disposent également d'une fine connaissance des réalités de leurs régions respectives. Les membres du CA proviennent de douze pays répartis sur quatre continents dont plus de la moitié viennent des pays du Sud, soit neuf. La parité femmes-hommes est aussi respectée en tenant compte de la variété des identités et expressions de genre.

Les objectifs d'Égides

Égides est conçue comme une organisation démocratique gérée par et pour les communautés LGBTQI francophones au niveau international. Dévouée à créer des espaces sécuritaires et inclusifs, des lieux de dialogue et de représentation, elle a pour principe de travailler de concert avec les communautés qu'elle a pour mandat de soutenir, et ce, dans le respect des réalités propres à chaque communauté et à chaque pays. Elle souhaite favoriser les liens Nord-Sud, mais aussi, selon la particularité de certains enjeux, Sud-Sud et Nord-Nord.

Égides agit comme un pont entre la société civile LGBTQI et les réseaux institutionnels en vue de la promotion de l'égalité et de l'inclusion des personnes issues de la diversité sexuelle et de genre dans la francophonie.

Égides a notamment pour objet de :

- A. Promouvoir l'égalité et l'inclusion des personnes vulnérabilisées ou exclues en raison de leur orientation sexuelle, de leur identité ou de leur expression de genre, ou encore de leurs caractéristiques sexuelles, et œuvrer au bien-être et à la défense des droits et intérêts de ces personnes ;
- B. Rassembler et appuyer, à l'échelle internationale, les groupes, communautés, organisations et collectifs regroupant ces personnes partout où le français est utilisé comme une langue de soutien et d'action.

En vue d'atteindre cet objectif, le Fonds d'appui à la diversité et l'inclusion (FADI) sera créé sous la tutelle d'Égides. Par ailleurs, un projet-pilote de renforcement des capacités et d'éducation aux droits de la personne en Afrique de l'Ouest est également en cours de développement. Par la suite, le Fonds d'appui s'élargira à d'autres régions du monde.

Sur le long terme, Égides a pour ambition de :

1. Favoriser la concertation et la mobilisation, notamment au moyen de plateformes d'échanges et de discussions, tant au niveau international que régional ;
2. Soutenir l'action et le renforcement des capacités, notamment à travers l'élaboration d'outils divers, la mise en ligne d'un centre de ressources, la proposition d'offres de formation et l'organisation de rencontres, entre autres stratégies ;
3. Créer des espaces de dialogue sécuritaires et inclusifs, que ce soit de manière virtuelle ou à l'occasion des assemblées ou d'autres types de rencontres ;
4. Assurer l'accès à des ressources en français, que ce soit en produisant ses propres outils et en développant des projets de recherche-action, ou bien en traduisant et en adaptant des dispositifs de partenaires existants ;
5. Offrir un accompagnement structurant aux organismes membres dans l'élaboration de projets porteurs et la recherche de bailleurs de fonds ;
6. Agir comme un relais médiatique et une plateforme de diffusion d'informations.

Égides œuvrera à ces objectifs en tenant compte de certains principes de base :

1. Le respect des réalités et des valeurs propres à chacun•e et la nécessité de travailler de concert avec les acteurs locaux.
2. Une approche de Do No Harm, soit de ne jamais intervenir, malgré de bonnes intentions, d'une manière qui risque de mettre en péril les personnes, les organismes ou les populations qu'elle souhaite soutenir.
3. Une méthode de travail démocratique et transparente qui reflète les besoins réels du milieu.

L'Assemblée fondatrice d'Égides et sa Conférence internationale francophone : Genève 2020

Genève, ville hôte du 1^{er} au 4 juillet 2020

Lors du premier Conseil d'Administration d'Égides, tenu à Montréal en juillet 2019, l'Université et la Ville de Genève, appuyées par la Fédération suisse romande des associations LGBTQI (organisme francophone), ont présenté la candidature de la ville suisse en vue d'accueillir la première assemblée générale de l'organisation du 1^{er} au 4 juillet 2020.

Ville internationale, siège du Conseil des droits de l'homme et de nombreuses organisations internationales œuvrant pour le respect et la promotion des droits des personnes LGBTQI – en plus d'être la deuxième ville de Suisse et la capitale de sa région francophone –, Genève a été retenue pour héberger une telle conférence eu égard à ces atouts majeurs. L'Université et la Ville mettent leur réseau, leur expertise et leurs ressources en commun pour proposer un événement de premier plan.

Les objectifs et les axes principaux

À l'issue des premières réflexions, le Comité local en charge de l'organisation de l'événement – l'Université et la Ville de Genève en collaboration avec Égides, plus précisément son Comité permanent de programmation ainsi que son Secrétariat –, propose d'articuler cette assemblée générale, doublée d'une conférence internationale, selon les axes suivants :

1. Traiter de trois enjeux clés des communautés LGBTQI au sein de l'espace francophone : culture, sécurité et santé ;
2. Suggérer et élaborer des outils de mise en réseau et de renforcement des capacités ;
3. Proposer une partie statutaire, avec entre autres l'élection du nouveau Conseil d'Administration
4. Planifier un programme culturel et festif dans le cadre de la Marche des fiertés romande.

Trois ans après la tenue de la première conférence internationale *Égalité et légalité* à Montréal, cette conférence prévue prochainement à Genève vise à établir un nouvel état des lieux des enjeux majeurs auxquels font face les communautés LGBTQI dans l'espace francophone. Il s'agira d'observer les points sur lesquels il y a eu progression ou recul, de comprendre et d'analyser les questions les plus urgentes pour les communautés LGBTQI et la manière dont elles se déclinent dans l'espace francophone.

Trois thématiques sont privilégiées pour dresser cet état des lieux : la culture, la santé et la sécurité. Des tables rondes seront organisées sur ces thématiques au cours des matinées des trois journées que durera cette conférence internationale (mercredi 1^{er}, jeudi 2 et vendredi 3 juillet).

Les ateliers des après-midis, quant à eux, auront pour visée d'explorer plus en détail certains sujets. C'est dans cet espace que seront notamment présentés les mécanismes de plaidoyer international existants, et qui ont notamment cours à Genève, au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Il est à préciser que l'organisation veillera à ce que la composition des tables rondes et les interventions lors des ateliers observent au mieux une juste répartition entre Sud et Nord, entre académie et réseau associatif, ainsi que la parité de genre et des origines ethniques et culturelles.

Trois formats d'activités

1. Conférences et tables rondes

En matinée, des présentations de savoir publiques sous forme de conférences et de tables rondes.

2. Ateliers

En après-midi, des espaces interactifs et pratiques pour les membres d'Égides, alignés sur trois objectifs : 1) faire réseau et s'outiller, 2) mieux connaître les mécanismes et le plaidoyer international à Genève, 3) visiter des organisations locales et internationales.

3. Faire réseau et s'outiller

Les mercredis 1^{er}, jeudi 2 et vendredi 3 juillet, un programme spécifique sera réservé aux membres d'Égides, dans le but de réfléchir conjointement aux moyens d'acquérir les outils nécessaires pour constituer un réseau francophone LGBTQI. Diverses questions se poseront dans le cadre de ce volet du programme : en quoi et comment Égides répond-elle à des besoins terrain ? Comment Égides serait-elle en mesure d'aider les associations à s'outiller pour un plaidoyer international ? Quels sont les moyens qui existent pour traduire et/ou adapter en langue française les instruments de droit international concernant les questions LGBTQI ?

Par ailleurs, des stands réservés aux associations pourraient être présents durant les pauses et les déjeuners du matin.

Trois thématiques

1. Vivre en réseau : les liens culturels et stratégiques dans la francophonie

Le mandat d'Égides est de faciliter la mise en réseau des réalités et des discriminations des personnes LGBTQI dans des contextes où le Français est une langue d'usage. Celle-ci a, dans la plupart des pays, été d'abord une langue de colonisation. Elle a ensuite façonné et développé diverses cultures à partir et/ou au détriment des cultures autochtones et indigènes, rassemblées aujourd'hui sous l'emblème de la francophonie. Dans le contexte de cette conférence d'Égides – Genève 2020, il s'agira de comprendre la façon dont la langue et la culture française ont eu un impact, ou non, sur les réalités des personnes LGBTQI, notamment sur la manière dont la diversité sexuelle et de genre était considérée par les cultures locales. Des enjeux contemporains de décolonisation se posent-ils actuellement pour les des réalités LGBTQI francophones ? Alors que vient de se tenir à San Francisco le premier colloque international dédié à l'histoire LGBTQI, principalement sur l'espace anglophone, avec plus de 200 intervenant•e•s, qu'en est-il de notre mémoire francophone ? Comment rendre compte des cultures dans les pays d'expression francophone et de leur rapport à l'orientation sexuelle ainsi qu'à la diversité et à l'expression de genre ? Quelles sont les spécificités d'une culture LGBTQI en langue française (littérature, cinéma, arts de la scène, arts plastiques) ? Comment écrire une histoire et une mémoire des luttes LGBTQI en langue française ? Quels enjeux spécifiques retrouve-t-on dans ces archives ?

2. Vivre en sécurité : la sécurité et la protection des personnes lgbtqi dans l'espace francophone

La sécurité et la protection des personnes LGBTQI se déclinent dans différents milieux, chacun nécessitant des réflexions et des actions spécifiques.

Sécurité dans les territoires : Il s'agit autant de parler de législation (par les enjeux comme la dépénalisation universelle ou le rôle de la colonisation dans le système pénal répressif) que des mécanismes de sécurité à mettre en place (formation de la police et des tribunaux, ainsi que la création d'espaces d'urgence).

Sécurité dans les familles et les communautés : Il importe de réfléchir aux mécanismes autres qu'institutionnels pour assurer que les milieux de vie dans lesquels évoluent les personnes LGBTQI soient sains et leur permettent de s'épanouir. Quels types de médiations familiales (rôle des refuges), de médiations communautaires (rôle des mouvements progressistes dans les communautés religieuses), ou de campagnes de sensibilisation existent déjà ou doivent être mis en place ?

Sécurité dans l'espace professionnel et dans le milieu scolaire : Étant donné qu'une personne passe la plupart de son temps au travail, une préoccupation spécifique sera portée au milieu professionnel afin de s'interroger sur la manière dont la sécurité et le bien-être des employé•e•s* issu•e•s de la communauté LGBTQI pourraient être garantis dans ce cadre. Par ailleurs, une attention toute particulière sera portée au milieu scolaire, si l'on considère que les discriminations surgissent dès la petite enfance.

Sécurité dans les flux migratoires : Les flux migratoires Sud-Nord et Sud-Sud sont d'une extrême actualité pour les communautés LGBTQI, notamment pour celles qui fuient un contexte où leur orientation sexuelle et sentimentale, ainsi que leurs identité et expression de genre sont susceptibles de les mettre en danger, de les stigmatiser, de les discriminer ou encore de les criminaliser. Au cours de cette matinée, il s'agira donc, d'une part, de mieux comprendre la typologie des flux migratoires des communautés LGBTQI francophones et les causes à l'origine de ces départs forcés et, d'autre part, de déterminer le contexte sécuritaire public et privé qui devrait être garanti aux personnes LGBTQI. En effet, depuis 2002, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés reconnaît les persécutions en raison de l'orientation sexuelle comme motif d'octroi du statut de réfugié, selon le critère de l'appartenance à un groupe social donné. Depuis, une question divise les États signataires de la Convention relative au statut des réfugiés ratifiée à Genève en 1951 : comment prouver l'orientation

sexuelle des personnes demandeur d'asile ? Pour y arriver, les pays utilisent différentes méthodes, qui s'appuient sur trois conceptions de l'homosexualité³. Par ailleurs, comment les pays d'accueil font-ils en sorte d'éviter que les personnes réfugiées continuent d'être sujettes de discriminations sur le territoire d'accueil ?

3. Vivre en santé : le bien-être et l'accès à la santé pour les personnes LGBTQI dans les régions francophones

Si l'apparition de la pandémie du VIH au début des années 1980 a permis de porter une attention particulière aux enjeux de santé principalement spécifiques aux hommes gais et bisexuels, s'ajoutent aujourd'hui de nouveaux défis concernant la prise en charge de la santé globale, tant physique que mentale, des personnes LGBTQI. Parmi ces dernières, certaines subissent davantage de discriminations en raison de leur état de santé. La troisième journée de la conférence se focalisera donc en particulier sur les enjeux sanitaires des personnes trans*, intersexes, handicapées, ainsi que des jeunes et des aîné.e.s LGBTQI.

Autres activités au programme

Mieux connaître les mécanismes du plaidoyer international à Genève

Genève, siège du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, concentre différents outils et structures de plaidoyer. Ces mécanismes, dont l'utilité est prouvée pour les enjeux LGBTQI, restent méconnus du monde francophone particulièrement. Nous proposons de les présenter dans les ateliers de l'après-midi, en fonction des différentes thématiques :

L'Expert indépendant spécialisé dans la protection contre la violence et la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre (OSIG) : Comment les régions francophones pourraient-elles avoir un meilleur accès à ce dispositif ? Le Burkina Faso est le seul pays francophone prévu à la liste des visites qu'effectuera l'expert indépendant de l'ONU. Comment inciter ce pays à accepter la visite ? Comment l'accompagner de son mieux ? Comment permettre aux activistes locaux d'entrer en contact avec l'expert ?

³ <https://www.sciencepresse.qc.ca/blogue/dire/2019/02/21/asile-base-homosexualite>

Lors du vote sur le renouvellement du mandat de l'expert, le 13 juillet 2019, aucun pays francophone n'a voté contre ; à noter que le Burkina Faso, la RDC, le Sénégal et le Togo, quant à eux, se sont abstenus. S'agirait-il là d'un signe d'ouverture ?

Les principes de Jogjakarta + 10 (YP+10) : Le 26 mars 2007, les *Principes de Jogjakarta* ont été présentés au Conseil des droits de l'homme (CDH) par un groupe de vingt-neuf experts internationaux des droits humains, qui s'étaient réunis dans cette ville d'Indonésie en novembre 2006 pour rédiger le document. Il s'agit du premier texte prévoyant d'appliquer les droits humains internationaux aux questions d'orientation sexuelle et d'identité de genre.

Depuis leur adoption en 2006, les *Principes de Jogjakarta* ont évolué jusqu'au statut de déclaration faisant autorité en matière des droits humains des personnes LGBTQI. La dernière décennie a été témoin de développements significatifs au niveau international dans le domaine des droits humains, tant dans la compréhension des violations juridiques subies par les personnes issues de la diversité sexuelle et de genre que dans la reconnaissance de types de violations qui peuvent affecter spécifiquement ces personnes en raison de leur expression de genre ou de leurs caractéristiques sexuelles. Les *Principes de Jogjakarta plus 10* (PJ+10) visent à documenter et à détailler ces développements à travers un ensemble de points d'accord supplémentaires et, plus encore, d'obligations auxquelles les États sont censés se soumettre⁴.

L'examen périodique universel (EPU) : L'Examen périodique universel est un processus unique en son genre. Il consiste à passer en revue les réalisations de l'ensemble des États membres de l'ONU dans le domaine des droits humains. Ce processus est mené par les États, sous les auspices du Conseil des droits de l'homme ; ce dernier fournit à chaque pays l'opportunité de présenter les mesures qu'il a prises en vue d'améliorer la situation des droits humains sur son territoire et de remplir ses obligations en la matière. En tant que mécanisme central du Conseil des droits de l'homme, l'EPU est conçu pour assurer une égalité de traitement à chaque pays⁵.

⁴ [Principes de Jogjakarta ; Guide des Principes de Jogjakarta à l'usage des militants et des militantes](#)

⁵ www.ohchr.org/FR/HRBodies/UPR/Pages/UPRMain.aspx

L'index d'inclusion LGBTQI : L'Indice d'inclusion des LGBTQI est un nouvel outil permettant de juger si les milieux scolaires et d'apprentissage sont sécuritaires, non-violents et inclusifs pour les jeunes lesbiennes, gais, bisexuel•le•s, transgenres et intersexué•e•s en Europe⁶.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) – la déclaration sur les défenseur•e•s des droits de l'homme : En Suisse, au niveau fédéral, la responsabilité de protéger les défenseur•e•s des droits humains (DDH) revient à la Division Sécurité humaine (DSH) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). La Suisse soutient l'activité du Rapporteur spécial de l'ONU pour les défenseur•e•s des droits humains ainsi que de nombreux autres partenaires internationaux actifs dans ce domaine. En 2013, la Confédération suisse a en outre publié des *Lignes directrices concernant la protection des défenseur•e•s des droits humains* dans l'objectif d'uniformiser les différentes pratiques appliquées jusqu'alors par l'administration fédérale⁷.

Les objectifs du développement durable 2030 (STG 2030) : À la veille de la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie du 17 mai 2018, un groupe d'expert•e•s des Nations Unies et d'autres instances internationales en matière de droits de la personne, célébrant le 70^e anniversaire de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* et le 70^e anniversaire de la *Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme*, exhorte les États et les autres parties prenantes à adopter toutes les mesures nécessaires pour garantir que l'obligation des États de lutter contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre demeure fermement inscrite à l'ordre du jour de l'agenda 2030. De même, le groupe plaide pour l'inclusion des personnes, communautés et populations LGBTQI dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de toutes les politiques pertinentes. Afin de tenir compte de toute la diversité des parties prenantes, il faut veiller à inclure toutes les voix, y compris celle des communautés LGBTQI.⁸

⁶ <https://ilga.org/fr/consultation-de-la-societe-civile-sur-lindice-dinclusion-des-personnes-lgbti-mis-au-point-par-le-pnud>
<https://fr.unesco.org/news/indice-inclusion-lgbtqi-nouvel-outil-mesurer-si-environnements-apprentissage-sont-surs-non>

⁷ <https://www.eda.admin.ch/eda/fr/dfae/politique-exterieure/droits-homme-securite-humaine/politique-droits-homme/engagement-suisse/defenseurs-droits-homme.html>

⁸ <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23092&LangID=F>

Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) :

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme est la principale entité onusienne en matière de droits humains, que le Haut-Commissaire et le Haut-Commissariat ont pour mandat unique de promouvoir et de protéger par délégation de la part de l'Assemblée générale. Le Programme des Nations Unies pour les droits de l'homme vise à garantir que la protection et l'exercice de ces droits soient une réalité pour toutes et tous. Le HCDH joue également un rôle crucial dans la protection de l'intégrité des trois piliers interconnectés des Nations Unies que sont i) la paix et la sécurité, ii) les droits de l'homme, et iii) le développement.

Les réseaux de villes : Les Villes, parce qu'elles sont au plus près de leur population, sont un échelon crucial dans la lutte contre les discriminations et pour la protection des droits humains. Elles sont même, à bien des égards, en première ligne de ce combat, comme l'a souligné le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies lors de sa trentième session, en août 2015. Le Conseil a en effet validé un rapport de son Comité consultatif stipulant que les autorités locales ont non seulement le devoir de « respecter, protéger et réaliser les droits de l'homme », mais qu'elles ont également un devoir d'éducation et d'information pour « promouvoir la compréhension et le respect des droits de l'homme chez l'ensemble des habitants de leur territoire ».

Visites des organisations locales et internationales

Un certain nombre de visites pourraient être organisées parallèlement aux ateliers, dont entre autres :

- Chekpoint Genève, centre médical pour hommes homosexuels et bisexuels
- Centre d'archives
- Palais des Nations et de la salle du Conseil des droits de l'homme
- Organisation ILGA/ISHR
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme/Rencontre avec Michelle Bachelet.

Partie statutaire et élection du nouveau Conseil d'administration

Lors de l'assemblée générale de fondation, les membres d'Égides éliront un Conseil d'administration représentatif de quinze personnes, dont huit seront choisies sur une base géographique, cinq issues des composantes de la communauté LGBTQI les moins bien représentées et deux élues aux fonctions de coprésident•e•s.

Les membres du conseil seront élu•e•s pour des mandats de deux ans. La moitié des postes seront pourvus tous les ans. Là où il y aura plus d'une personne pour occuper une même fonction (coprésidence, membres du CA d'Europe/Asie centrale et d'Afrique centrale et de l'Est), au moins une personne élue devra s'identifier comme femme. Pour la durée de l'entente de cinq ans conclue avec le gouvernement du Québec, ce dernier pourra déléguer une personne à titre d'observatrice au CA.

L'élection du Conseil d'administration et la plénière de la partie statutaire devraient avoir lieu le samedi 4 juillet 2020, de 8 h 30 à 12 h 30 (au plus tard). Noter que la Marche des Fiertés aura lieu l'après-midi : 15 h 00 (discours officiels) – 15 h 30 (départ de la Marche) ; un contingent Égides pourra être constitué pour cette manifestation.

Programme culturel et volet festif

Du 27 juin au 5 juillet 2020 se tiendra la Geneva Pride 2020 – Marche des Fiertés 2020.⁹ Dans l'édition 2019, un Village de la parade a été installé avec un riche programme de débats, de présence associative, ainsi que des concerts et spectacles. À l'occasion de cet événement, la programmation du Village pourrait inclure la présence de militant•e•s* de la francophonie comme intervenant•e•s dans les débats publics et permettre aux membres d'Égides de participer à la programmation festive, laquelle mettrait à l'honneur des productions artistiques LGBTQI, notamment francophones.

⁹ www.genevapride.ch



+1 514 316.6445, poste 100
209, rue Sainte-Catherine Est, bureau 5305
Montréal (Québec) Canada H2X 1L2

info@egides.org
egides.org